

## Savoir/agir numéro 2, décembre 2007

Rubrique « Gauche de la gauche »

Variations sur la « force nouvelle »

*Chapô : La mainmise de Nicolas Sarkozy sur l'agenda politique a été à peu près totale au cours de cet automne. Et cela malgré un contexte où la mobilisation a retrouvé des couleurs après le choc de l'élection présidentielle. Les grèves pour les régimes spéciaux de retraite, les mouvements dans la fonction publique, de même que celui des étudiants et des lycéens contrastent avec l'atonie d'une grande partie de la gauche. Ce qui n'aide évidemment pas ! Si l'on en croit les sondages, le soutien de l'opinion publique a fait défaut aux grévistes, contrairement à ce qui s'est passé en 1995<sup>1</sup>, ou plus récemment pour le mouvement contre le CPE. Même si les négociations sur les compensations promises et le calendrier des mesures vont contraindre le gouvernement et les entreprises de transport à lâcher un peu de lest, il n'en reste pas moins que le président de la République, par ailleurs en baisse continue dans les sondages, peut d'ores et déjà se targuer d'avoir tenu bon !*

Si on peut espérer que les mobilisations récentes vont redonner un peu de tonus à la dynamique politique à gauche, celle-ci reste l'Arlésienne de la période. La tentative du PS, annoncée par François Hollande fin août à La Rochelle, de relancer l'ancienne gauche plurielle – les « guévaristes » d'Olivier Besancenot étaient en effet exclus – risque de faire long feu. Comment en effet « *apprendre à travailler ensemble pour s'opposer en proposant* », selon les termes de Stéphane Le Foll, lorsque les positions en présence sont aussi profondément divergentes sur une question d'actualité comme les revendications des cheminots ? Le parti communiste pense en effet, comme les grévistes, qu'il ne faut rien lâcher, l'objectif restant de revenir à 37 annuités et demie de cotisation pour tous, alors que le parti socialiste est d'accord sur le fond avec le gouvernement sur ce point et ne conteste que la méthode retenue. À en croire *Libération*<sup>2</sup>, les radicaux de gauche sont très loin de leurs partenaires du jour puisque leur président a « *du mal à trouver des convergences entre nous, même en y mettant beaucoup de volonté* » et discute en même temps avec le Parti radical valoisien de Jean-Louis Borloo. Les Verts participent à ces rencontres, alors que Cécile Duflot, leur secrétaire nationale, parle de la « gauche du néant », « un champ de ruines » selon elle, « incapable de proposer un modèle alternatif pendant la campagne »<sup>3</sup>.

Le parti socialiste est resté à peu près silencieux sur les conflits sociaux, de l'aveu même de certains de ses dirigeants. « *Qu'est-ce qu'ils foutent, les mecs du PS ? C'est nous, l'opposition* », peut ainsi dire Josiane Balasko à propos des sans-logis qui occupent les trottoirs de la rue de la banque, sans risque d'être sérieusement contredite. Ce qui fait le bonheur d'Olivier Besancenot dans les sondages, à en croire Benoît Hamon : « *C'est moins le discours de l'extrême gauche qui séduit que l'image des socialistes, qui donnent le sentiment d'hésiter sur tout, qui nous fait du tort*<sup>4</sup> ».

Dans ce contexte, que dit la gauche de la gauche ? En ouvrant le 24 novembre un forum de « *Maintenant la gauche* », Claude Debons fait à peu près le même constat à son propos :

<sup>1</sup> À cette époque, les salariés des services publics sont devenus les porte-parole de revendications que ceux des entreprises du secteur concurrentiel (leurs personnels) ne peuvent plus exprimer. C'est la grève par procuration.

<sup>2</sup> *Libération*, 13 novembre 2007.

<sup>3</sup> Déclaration devant le Conseil national interrégional (CNIR) des Verts, à St Denis, le 13 novembre 2007, selon l'AFP.

<sup>4</sup> Jean-Michel Normand, « Recentré et désorganisé, le PS est jugé "inaudible" », *Le Monde*, 23 novembre 2007.

« *Quant à la gauche de la gauche, dispersée, elle est inaudible ; et le seul arbre un peu plus vert (Besancenot) ne saurait cacher la désolation d'ensemble ni, surtout, incarner seul une alternative politique capable d'articuler lutte et responsabilité* »

Dans un article du précédent numéro de *Savoir/Agir*<sup>5</sup>, nous avons essayé de voir comment les principaux acteurs du mouvement social analysaient les recompositions politiques nécessaires selon eux après la défaite électorale. Deux livres parus à cette rentrée rendent compte de débats au sein des partis politiques, la gauche du Parti socialiste d'une part avec *En quête de gauche* de Jean-Luc Mélenchon<sup>6</sup>, désigné dans la suite de cet article par JLM, le Parti communiste avec *Communisme, l'avenir d'une espérance* de Patrice Cohen-Seat<sup>7</sup>, désigné par PCS, d'autre part.

Pour Jean-Luc Mélenchon, l'évolution récente du PS n'est pas le résultat de mauvaises décisions dans le choix des candidatures ou l'insuffisance de la réflexion collective au sein du parti. Pour lui, le Premier secrétaire actuel a « *surgi par le fait du prince au hasard d'une circonstance aussi improbable que la dissolution de 1997* ». Il a conduit au sein du PS « *une aventure idéologique et programmatique en rupture avec l'histoire et la philosophie de base du socialisme historique* ». Dans cette optique, Ségolène Royal ne représente pas une orientation différente, elle exprime simplement de manière plus crue ce que François Hollande et son entourage instillent à dose homéopathique depuis dix ans. Comment s'étonner alors qu'au sein du PS, « *la référence à la social-démocratie fonctionne davantage comme un rituel magique que comme une pensée politique concrète* » ? (JLM, p.23).

S'agissant des origines du processus de dépassement de la gauche traditionnelle, Mélenchon retient moins les figures tutélaires habituellement invoquées pour illustrer la « troisième voie » en Europe – Tony Blair et Gerhard Schröder –, que les *New Democrats* tels qu'ils sont apparus avec Bill Clinton à la convention démocrate de New York dès 1992. Le *New* s'oppose alors au *Past* ou au *Old* dans la terminologie anglo-saxonne telle que la véhiculent les dirigeants du *Democratic Leadership Council*.

Pour Mélenchon, le principe qui structure la pensée politique de ce courant « néo-progressiste », c'est le démantèlement de l'État social, preuve que « *la politique progressiste s'est libérée des comportements archaïques* ». Il est donc « en quête de gauche » comme le dit le titre du livre. Car la « gauche peut disparaître » au profit d'une « *alternance molle à l'américaine entre deux courants qui partagent 90% de valeurs et d'idées communes* ». Le paradoxe, c'est que l'idée d'une « force nouvelle » est largement partagée aujourd'hui au PS. Mais celles et ceux qui tiennent ce discours, y compris aujourd'hui François Hollande, ne veulent pas tous la même chose. Beaucoup d'entre eux utilisent en fait un vocabulaire plus ou moins distinct pour désigner la même orientation sur le fond : « faire cause commune avec le centre ». Alors que le courant de Jean-Luc Mélenchon veut renouer avec trois fondamentaux : « *L'idée socialiste, celle d'une transformation des normes d'organisation de la société et de répartition de la richesse ; [...] l'idée républicaine d'un espace public prééminent sur les espaces privés et celle d'une loi s'appliquant à tous après avoir été décidée par tous ; [...] une vision de l'émancipation de l'être humain dans l'accomplissement de ses droits universels plutôt que dans la culture de ses différences* » (JLM, p.230). L'association *Pour la République sociale (PRS)*, dont l'auteur est le principal animateur, avait d'ailleurs pour objet, à l'origine, de « *définir ce qu'était l'horizon de l'action socialiste* », pour contrebalancer la perte de sens subie par le mot socialisme. Ce qui passe par une « *redéfinition théorique du lien entre le socialisme et la République, une nouvelle analyse de l'articulation entre le*

<sup>5</sup> Louis Weber, « Un champ de ruines. Reconstruire mais comment. », *Savoir/Agir*, n°1, septembre 2007.

<sup>6</sup> Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche*, Paris, éd. Balland, 2007.

<sup>7</sup> Patrice Cohen-Seat, *Communisme, l'avenir d'une espérance*, Paris, Calmann-Lévy, 2007.

*collectif et l'individuel, autour du thème de l'émancipation* ». Ce qui revenait, dans la tradition de l'éducation populaire, à donner une place éminente à la dimension culturelle de la politique et à l'élucidation des mécanismes de production de l'idéologie dominante.

« L'autre gauche » dont parle Mélenchon est donc ce qui s'oppose à la dérive centriste, à l'italienne par référence au processus qui a conduit à désigner Romano Prodi comme leader d'une coalition entre la gauche et le centre. Mais il ne s'agit cependant pas de théoriser, comme le fait la LCR, l'existence de deux gauches incompatibles et irréconciliables. La diversité est en effet une réalité, dont témoignent des programmes qui peuvent être, sur certains points, très éloignés les uns des autres. Mais, il y a en même temps, la « nécessité de se rassembler », « l'obligation de parvenir à une action commune à tous les niveaux, de la base au sommet, de la lutte à l'exercice du pouvoir » (JLM, p.233). Seulement, les déchirements autour de la candidature unique de la gauche de gauche à la présidentielle et la défection de la LCR, ont conduit à « une bataille entre des grains de poussière ». Et, « *quand "l'autre gauche" est réduite à l'état de poussière, la direction du PS se sent fondée à dire qu'elle n'a pas d'appuis à sa gauche et qu'elle doit donc chercher des compléments à sa droite, dans le centre* » (JLM, p.274)

L'idée d'une « force nouvelle » est donc formulée par PRS dès le mois de décembre 2006, à la réunion des collectifs antilibéraux de Saint Ouen, pour « lier la question de la candidature commune à celle de la construction d'une force nouvelle ». La réussite, en Allemagne, de *Die Linke*, est venue conforter l'idée d'une telle démarche. Comme ne pas croire en effet à la possibilité, en France, d'un processus qui a réussi outre-Rhin avec « *Oskar Lafontaine, une des figures les plus classiques du mouvement social-démocrate allemand* » ? D'autant que la création du nouveau parti résulte de la fusion en une formation unique de socialistes dissidents, de communistes et de militants de la société civile, écologistes et altermondialistes, c'est-à-dire d'une configuration comparable à ce qu'est la « gauche de gauche » aujourd'hui en France mais aussi dans d'autres pays comme l'Italie.

Mélenchon récuse évidemment l'idée qu'il pourrait y avoir un modèle. Pour lui, la force nouvelle doit « *être le fruit d'une synthèse honnête, respectueuse des histoires de chacun, constituant l'aboutissement d'un débat réel et d'une conviction véritable* ». Cette force nouvelle doit « *s'adresser à toute la gauche (en faisant) toute sa place, dans ses orientations comme dans ses structures, aux militants de la gauche qui ne se reconnaissent dans aucune organisation politique, aux militants écologistes, aux apports des mouvements altermondialiste, féministe, antiraciste, aux syndicalistes, aux intellectuels, aux militants de la culture* ». Vaste programme !

Elle doit travailler selon quatre axes : « Être une force de gauche. Et seulement de gauche » ; viser la « reconquête d'une hégémonie culturelle face à l'idéologie dominante du capitalisme » ; « elle devra avoir une vocation majoritaire et gouvernementale » ; elle doit « être unitaire [...] un facteur de regroupement de la gauche des ruptures aujourd'hui dispersée [...] contribuer aussi à l'union des gauches, de toutes les gauches [...] » (JLM, p.307-308).

Cette insistance sur le rassemblement de « toutes les gauches » est ici un marqueur pour distinguer la « force nouvelle » de la « gauche 100% à gauche » qu'O. Besancenot appelle de ses vœux.

Le propos de Patrice Cohen-Seat est plus complexe : il est l'un des principaux dirigeants du PCF, il a été le porte-parole de la candidate communiste et il s'adresse d'abord aux militants de son parti sérieusement bousculés par les maigres 1,93% des voix obtenus par Marie-George Buffet à l'élection présidentielle. Il a été au centre des débats des collectifs unitaires autour de la question de la candidature commune et veut tirer les enseignements de la situation actuelle à gauche de la gauche. Ce qui lui fait proposer du *neuf* lui aussi. Mais comme il part de « l'évidence » qu'il faut une organisation (PCS, p.203), il en arrive tout

naturellement à formuler d'emblée la question en ces termes : « quelle “organisation” politique ? »

Patrice Cohen-Seat ne cherche pas à contester les fondamentaux du parti communiste : la lutte des classes n'est pas une « vieillerie », même si elle « *n'a plus, moins encore sous nos latitudes, les formes spécifiques qui furent celles des débuts de l'industrialisation* » (PCS, p.26). Le combat, donc, continuera, même si, « *aujourd'hui, l'espérance d'émancipation humaine que porte le communisme paraît très compromise* ». Car, la « sanction bouleversante » qu'a représentée l'échec électoral « *montre quel énorme fossé [le parti qui entend porter cette ambition] a laissé se creuser entre lui et notre peuple* ». Il n'est nullement question donc d'abandonner le « communisme », même si le sort réservé au mot qui le désigne peut être différent.

La critique de la politique menée par le parti communiste est sévère. Elle remonte aux origines, à l'époque où la « *stratégie du PCF était celle de l'Internationale communiste* ». Le parti a su à cette époque échapper aux tentations d'isolement sectaire pour privilégier les démarches de rassemblement politique. Mais à force de « pousser les feux » d'une répétition des épisodes glorieux qui vont du Front populaire jusqu'au Programme commun, il fallut bien faire le constat qu'à partir de 1981, « *rien ne se passa [plus] comme prévu* » (PCS, p.42). À partir de 1974, des signes montrent que le parti communiste cessait définitivement « *d'être en tête d'un grand rassemblement de gauche* ». La place allait dorénavant être occupée par le PS, réalisant ainsi une prédiction ancienne de François Mitterrand. Vint alors le « temps des zigzags », certes marqué par quelques embellies, mais dont l'épisode final sera « la Berezina de 2007 » (PCS, p.50).

Parmi les rendez-vous manqués par son parti, Patrice Cohen-Seat accorde une place de choix à 1968, ce qui n'est pas si fréquent dans les textes du parti communiste. Il évoque « *l'énorme aspiration à la réalisation de soi que charria cette “révolution sociétale”* ». Cette « dimension nouvelle » revient comme un fil conducteur, de façon parfois contestable quand il semble faire des communistes, désignés comme les « partisans de l'émancipation humaine », ses seuls dépositaires (PCS, p.217, par exemple). L'énoncé de quelques titres de chapitre, montre à quel point la critique englobe des aspects essentiels de la problématique de la transformation sociale : changer la vie ? (d'une civilisation de l'avoir à une civilisation de l'être), la liberté et l'égalité : égalitarisme *contre* libéralisme, l'individu et le collectif : collectivisme *contre* individualisme, l'État et le marché : l'étatisme *contre* la loi de l'argent, la nation et le monde, réforme ou révolution ?

La formulation de certaines de ces questions, en forme d'oppositions binaires, traduit pour l'auteur le fait que le communisme s'est politiquement construit comme le contraire du capitalisme, alors qu'il aurait fallu, pour être fidèle à Marx, le dépasser. Sur une question comme celle de l'individu, Cohen-Seat distingue ainsi la position traditionnelle de la droite, favorable à l'individu, et celle des révolutionnaires qui, dans cette logique des contraires, ont tendance à le nier, tout au moins à sous-estimer ses aspirations. Il leur est même arrivé de lire à l'envers ce que Karl Marx avait dit dans un contexte certes différent. Le « libre développement de chacun comme condition du libre développement de tous », s'est ainsi métamorphosé en l'idée que « l'individu ne pouvait se libérer sans que se libère la société tout entière ». Ce qui a contribué à faire passer les communistes, tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, à côté des mobilisations qui revendiquaient la libération de la personne : revendications féministes, sexuelles, contre toutes les formes de discrimination » (PCS, p.150). La vigueur nouvelle de la critique trouve malgré tout ses limites lorsqu'il s'agit d'esquisser des réponses. On reste alors un peu sur sa faim avec le seul énoncé du souhait « d'aller au bout d'une critique du collectivisme, en repensant le rapport entre l'individu et le collectif » (PCS, p.160). Ce qui

témoigne surtout de la faiblesse actuelle du débat sur les questions sociétales au sein du parti communiste.

Quelles propositions pour « l'organisation » politique ? Pour Cohen-Seat, « *la force politique à construire doit permettre le rassemblement d'hommes et de femmes extrêmement divers sur un projet, et non sur une conception de l'Histoire ou une théorie du devenir de l'humanité* » (PCS, p. 206). Comme chez la plupart des membres de la gauche de la gauche en quête du projet qui a fait défaut jusqu'ici, l'exemple à suivre est la campagne contre le traité constitutionnel européen. Certes, cette expérience est restée limitée et le rassemblement s'est fait autour d'un refus plutôt que de propositions. La force politique en devenir « *ne peut [donc] prétendre rassembler celles et ceux qui ont intérêt à transformer l'ordre existant sans établir de liens féconds avec les organisations et mouvements qui se mobilisent, selon leur objet, dans ce même sens* ». Le diagnostic est, là aussi, très pessimiste : « *un fossé s'est creusé entre les partis politiques et le mouvement social [...] à l'image de celui qui sépare les forces politiques de la société elle-même : méfiance, soupçon d'esprit de chapelle et d'intérêts personnels, sentiment d'inutilité* ». Le constat pourra étonner les formations politiques, certains à gauche du PS, ont mieux su travailler avec le mouvement social que le PC.

Cohen-Seat admet aussi « *qu'un parti n'est en prise avec la société, qu'il ne peut incarner une modernité, que lorsqu'il est en contact [...] avec tout ce qui se mobilise en idées et en actes, avec tous ceux qui bougent, créent, inventent, innovent [...]* » Pèse ici le souvenir du temps où le PC comprenait mieux qu'aujourd'hui que « *les grands moments d'avancée sociale étaient aussi des grands moments de création et de rencontre des intellectuels et du peuple* » (PCS, p.210-211). S'y ajoute la capacité d'agir à l'échelle internationale car « à mondialisation du capitalisme, mondialisation de l'action visant à le dépasser ». L'auteur intègre ici l'expérience des forums sociaux où les communistes ont joué un certain rôle, allant jusqu'à esquisser l'idée d'un *forum politique mondial* où l'on définirait des objectifs de transformation démocratique du système des institutions internationales.

Reste la question sans doute la plus importante pour un parti à forte et ancienne culture d'organisation comme le PC : un parti comment ? Au long des divers développements de son livre, Cohen-Seat n'échappe pas toujours, au moins dans l'expression, au reproche de vouloir revenir au temps, après tout pas si lointain, où l'hégémonie communiste structurait le champ politique à gauche, mouvement social compris. Pour répondre plus directement à la question, il invoque Marx et Engels, ceux de 1848, une fois encore, pour qui « *les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* », en passant d'ailleurs sous silence la contradiction qui se trouve, à quelques lignes d'intervalle, dans le célèbre passage du Manifeste du parti communiste<sup>8</sup>. Cohen-Seat veut donc rompre avec la pratique instaurée plus tard, et notamment avec Lénine, de faire du communisme l'objet propre d'un parti, et qui a produit les dérives ultérieures.

Plutôt que de faire des propositions de structures<sup>9</sup>, il s'en tient donc à l'énoncé de trois conditions. Comme la nouvelle « organisation » va nécessairement au-delà des « partisans de l'émancipation humaine », qualificatif qu'il réserve aux seuls communistes (pour ne pas utiliser le label ?), ceux-ci doivent donc pouvoir « *y creuser leur sillon de façon spécifique, c'est-à-dire apporter leur propre contribution politique* ». Ce qui s'apparente, même s'il ne le dit pas en ces termes, à une organisation incluant des courants internes organisés (on peut penser que c'est aussi une façon de faire accepter l'idée aux membres de l'actuel PC). Les deux autres conditions sont moins conflictuelles : le principe moteur de la « force » doit être le rassemblement ; la « force » doit être construite avec toutes les forces de gauche

---

<sup>8</sup> Manifeste du parti communiste, chapitre II, « Prolétaires et communistes ».

<sup>9</sup> En Italie, où un processus voisin est en cours, avec les mêmes contours encore un peu flous, la presse a trouvé un nom pour ce rassemblement en devenir : c'est la *Cosa rossa*, c'est-à-dire la « chose rouge », avec un jeu de mots et une allusion à peine voilée à une autre *Causa*.

disponibles, dès lors que l'objectif du rassemblement est une véritable rupture avec les actuelles logiques libérales » (PCS, p.214). Ce qui, comme pour Jean-Luc Mélenchon, est une façon de se démarquer de la LCR et de son projet de « nouvelle force anticapitaliste », rassemblant la seule gauche 100% à gauche.

Mais le plus problématique pour le PC est peut-être la fin du livre. Partant de l'idée qu'il existe un très vaste espace politique (vacant) à gauche, Cohen-Seat estime que « comme à d'autres époques, le PC peut, s'il manifeste très clairement sa capacité à se changer lui-même, prendre une initiative capable de faire bouger radicalement les lignes ». Comme quoi, l'idée qu'il existe encore aujourd'hui une avant-garde et que c'est le PC qui l'incarne, a encore de beaux restes. On peut cependant penser que c'est précisément cette façon de voir les choses qui est aujourd'hui largement contestée à gauche de la gauche.